

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre bonnard
64000 Pau
ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Pau, le 23 octobre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur 

JDS Alliance
7 avenue Charles Peyrou Lot Lanneretonne
64400 Oloron-Sainte-Marie

Références :

Code AIOT : 0005211118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement JDS Alliance implanté 7 avenue Charles Peyrou Lot Lanneretonne 64400 Oloron-Sainte-Marie.

La DREAL a été saisie suite à une plainte de tiers s'inquiétant de conditions de stockage non adaptées et non conformes réglementairement. Suite à un premier constat de non-conformité de l'état des stocks, une seconde visite a été programmée afin de statuer sur le retour à la conformité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JDS Alliance
- 7 avenue Charles Peyrou Lot Lanneretonne 64400 Oloron-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005211118 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : DC
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société JDS ALLIANCE, dont le siège social est situé au 5 rue de la Becelle à Bannost-Villegagnon (77970), exploite une plateforme de regroupement et de tri de déchets et une déchetterie professionnelle, sise au 7 avenue Charles Peyrou sur la commune d'Oloron-Sainte-Marie.

Contexte de l'inspection : Plainte

Thèmes de l'inspection : Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Autre du 15/05/2014, article	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'évacuation d'une quantité de déchets estimée à 200 m³ a permis de retrouver la conformité de l'installation, en-deçà d'un seuil de déchets cumulés de 1000 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 15/05/2014, article

Thème(s) : Situation administrative - Recépissé de déclaration

Prescription contrôlée :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques	$V \leq 120 \text{ m}^3$	Déclaration avec Contrôle périodique
2710-1	Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	$Q \leq 6 \text{ t}$	Déclaration avec Contrôle périodique
2710-2	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	$V = 256 \text{ m}^3$ soit 8 bennes de 32 m^3	Déclaration avec Contrôle périodique
2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	$V = 10 \text{ m}^3$ $S < 100 \text{ m}^2$	Non Classé
2714.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	$< 1\,000 \text{ m}^3$	Déclaration
2716.2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes	300 m^3 déchets verts	Déclaration avec Contrôle périodique
2718.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux	$Q < 1 \text{ t}$	Déclaration avec Contrôle périodique

Constats :

À l'issue d'une première visite d'inspection effectuée le 2 septembre 2025, un constat de probable non-conformité par rapport à la situation administrative déclarée a été établi, du fait d'une quantité de déchets présents sur le site supérieure au seuil de 1000 m^3 , faisant basculer l'établissement sous le régime de l'enregistrement.

À la suite de ce constat, l'exploitant a indiqué que cette accumulation était liée à des difficultés de programmation des évacuations et qu'il allait procéder à des purges du stock de déchets industriels banals (DIB) sans délai.

De fait, des bons de prise en charge de DIB vers les sites de Mendixka (enfouissement) et Lescar (incinération) ont été communiqués, pour un total de 70,62 t.

49,16 t de cartons ont été expédiés vers le site de PAPRESA en Espagne.

Ce sont donc 120 tonnes de déchets, soit entre 150 et 200 m^3 qui ont été évacués entre le 2 et le 10 septembre.

La visite du 19 septembre a permis de constater que la plate-forme de stockage de DIB de 150 m^2 a été purgée partiellement, et la hauteur moyenne de déchets peut être estimée à 3 mètres, hauteur des parois en béton de l'aire d'entreposage. De fait, le stock de déchets ultimes a été réévalué à 500 m^3 , celui de bois non valorisable à 150 m^3 , papiers et cartons de l'ordre de 100 m^3 , auxquels on peut ajouter 4 bennes de plastiques et caoutchoucs (pneus) de 20 m^3

chacune. La situation du site est donc considérée à ce jour comme conforme, l'ensemble de ces déchets représentant moins de 1000 m³. Ces mesures ont permis un retour à la conformité réglementaire.

Le stockage de déchets sous abri n'est pas interdit, mais de nouvelles règles applicables à compter du 1^{er} janvier 2026 (arrêté ministériel du 6 juin 2018 pour les sites soumis à déclaration) imposent des mesures de prévention contre l'incendie (détection, cloisonnement, extinction, etc.) auxquelles l'établissement n'est pas en mesure de répondre. Des balles de carton et de papier sont actuellement entreposées dans le bâtiment, et prolonger ce mode de stockage au-delà du 1^{er} janvier 2026 rendrait l'établissement non conforme sans des travaux conséquents. Il a donc été signifié à l'exploitant qu'il doit opter pour des modalités de stockage dans des locaux non fermés si le bâtiment n'est pas adapté. De fait, il a indiqué privilégier un déplacement de ces déchets triés vers l'auvent extérieur, qui le dispenserait d'une mise aux normes inenvisageable (il n'est pas propriétaire du bâtiment).

Le hangar ne répond aux règles applicables en matière d'entrepôts couverts (rubrique 1510), et il convenait de vérifier si les activités exercées faisaient rentrer cette activité dans le champ de cette rubrique, notamment via le seuil de 500 tonnes de matières combustibles. L'état des stocks transmis par l'exploitant et vérifié (de façon visuelle et par ordre de grandeur au regard de l'inventaire communiqué) le 18 septembre 2025 permet de statuer sur le fait que la masse de matières combustibles entreposée dans le hangar est inférieure au seuil de la déclaration (277 tonnes selon l'exploitant, et à terme inférieur à 200 tonnes lorsque les déchets papiers et cartons en auront été retirés). L'établissement n'est donc pas soumis à cette rubrique en l'état actuel des activités exercées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à respecter les seuils de déchets cumulés répondant aux rubriques 2714 et 2716 afin d'éviter un dépassement du seuil d'enregistrement fixé à 1000 m³. La diminution du stock gagnerait à être poursuivi pour garantir le respect de ce seuil.

L'entreposage de déchets à l'intérieur du hangar répondant à la définition d'entrepôt fermé au sens de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 doit être interrompu avant le 1^{er} janvier 2026, sauf à ce que l'exploitant soit en mesure de démontrer la conformité des locaux aux exigences de l'arrêté ministériel.

L'exploitant se doit de transmettre, dans les délais prévus par le rapport de l'inspection du 2 septembre 2025, une attestation de conformité de la mise à la terre de la cuve de gas-oil (point de contrôle n°4).

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :